



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
23 octobre 2011
Français
Original: anglais

Quatrième session

Marrakech (Maroc), 24-28 octobre 2011

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

Recouvrement d'avoirs

Égypte: projet de résolution

Coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs

La Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption,

Considérant que la restitution d'avoirs est à la fois l'un des objets principaux et un principe fondamental de la Convention des Nations Unies contre la corruption¹ et que les États parties à la Convention sont tenus de s'accorder mutuellement la coopération la plus étendue à cet égard,

Rappelant sa résolution 1/4, par laquelle elle a mis en place le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs, et ses résolutions 2/3 et 3/3, dans lesquelles elle a décidé que le Groupe de travail poursuivrait ses travaux,

Se félicitant des conclusions et recommandations du Groupe de travail et prenant note avec intérêt du document d'information établi par le Secrétariat sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces recommandations,

Résolue à prévenir, détecter et décourager de façon plus efficace les transferts internationaux d'avoirs provenant de la commission d'une infraction et à renforcer la coopération internationale dans le recouvrement d'avoirs,

Préoccupée par les difficultés, notamment les difficultés pratiques, que les États tant requis que requérants rencontrent en matière de recouvrement d'avoirs, compte tenu de l'importance particulière de la restitution des avoirs volés pour le développement et la stabilité durables et au vu de l'insistance des États requis à recevoir des informations sur le lien entre le produit de la corruption dans l'État requis et l'infraction commise dans l'État requérant, qui est difficile à prouver,

* CAC/COSP/2011/1 et Corr.1.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2349, n° 42146.



Tenant compte de l'évolution récente de la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord,

Notant les efforts des États concernés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en matière de localisation, de gel et de recouvrement de leurs avoirs volés, ainsi que les efforts consentis par la communauté internationale et la volonté qu'elle a exprimée pour les aider à recouvrer ces avoirs et préserver la stabilité et le développement durables,

Constatant que les États parties continuent de rencontrer des problèmes en matière de recouvrement d'avoirs en raison notamment des différences entre les systèmes juridiques, de la complexité des enquêtes et poursuites multilatérales, du manque de familiarité avec les procédures d'entraide judiciaire des autres États et des difficultés qu'il y a à identifier les mouvements du produit de la corruption, et notant les défis particuliers que pose le recouvrement de ce produit dans les affaires impliquant des personnes qui sont ou ont été chargées d'éminentes fonctions publiques et les membres de leur famille et leurs proches associés,

Reconnaissant qu'il est d'une importance vitale d'assurer l'indépendance et l'efficacité des autorités chargées de mener les enquêtes et les poursuites dans les affaires de corruption et de recouvrer le produit de ces infractions, notamment en mettant en place le cadre juridique voulu et en allouant les ressources nécessaires,

Préoccupée par le fait que les personnes accusées d'infractions de corruption parviennent à échapper à la justice et évitent ainsi les conséquences juridiques de leurs actes et réussissent à dissimuler leurs avoirs,

Appelant tous les États parties, qu'ils agissent en tant qu'États requis ou requérants, à s'engager politiquement à coopérer afin de recouvrer le produit de la corruption,

1. *Renouvelle* l'engagement pris par tous les États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption² de mener une action nationale et une coopération internationale efficaces pour recouvrer le produit de la corruption;

2. *Prie instamment* les États parties de faire preuve d'initiative dans le cadre de la coopération internationale relative au recouvrement d'avoirs en tirant pleinement parti des mécanismes prévus au chapitre V de la Convention, notamment en formulant des demandes d'assistance, en communiquant spontanément des informations sur le produit des infractions aux autres États parties et en envisageant de faire des demandes de notification, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 52 de la Convention;

3. *Engage* les États parties à examiner attentivement et en temps voulu la suite à donner aux demandes d'entraide judiciaire internationale, en particulier celles liées aux États concernés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et à s'assurer que les autorités compétentes disposent de ressources suffisantes pour leur exécution, compte tenu de l'importance particulière de la restitution de ces avoirs pour le développement et la stabilité durables;

4. *Engage en outre* les États parties à coopérer autant que possible dans les domaines de l'identification des avoirs volés et le produit de la corruption et de l'extradition des personnes accusées d'infractions principales;

² Ibid.

5. *Prie instamment* les États parties de veiller à ce que les modalités de coopération internationale permettent la saisie et la confiscation d'avoirs pendant une période de temps suffisante pour préserver ces avoirs en attendant les poursuites dans un autre État, et de développer la coopération en matière d'exécution des jugements étrangers, notamment à travers la sensibilisation des autorités judiciaires;

6. *Engage* les États parties à éliminer les obstacles au recouvrement d'avoirs, notamment en simplifiant leurs procédures judiciaires et en empêchant qu'elles ne soient détournées;

7. *Encourage* les États parties à éliminer d'autres obstacles au recouvrement d'avoirs en veillant à ce que les institutions financières adoptent et appliquent des normes efficaces concernant le devoir de vigilance à l'égard de la clientèle et l'identification des propriétaires effectifs, et en établissant des procédures efficaces pour la divulgation des informations financières;

8. *Encourage vivement* l'étude et l'analyse, entre autres, des résultats des mesures de recouvrement d'avoirs et, selon qu'il conviendra, la façon dont les présomptions légales, les mesures tendant à renverser la charge de la preuve et l'examen des schémas d'enrichissement illicite pourraient faciliter le recouvrement du produit de la corruption;

9. *Prie également* instamment les États parties et signataires à la Convention de renforcer les moyens des législateurs, des agents des services de détection et de répression, des juges et des procureurs pour traiter les affaires liées au recouvrement d'avoirs, et de fournir une assistance technique dans les domaines de l'entraide judiciaire; de la confiscation, y compris pénale et, s'il y a lieu, de la confiscation sans condamnation, conformément aux législations nationales; et des procédures civiles;

10. *Encourage* le lancement de nouvelles initiatives, telles que celles de l'Organisation internationale de police criminelle et d'institutions régionales analogues, visant à fournir une assistance pour le traitement des affaires de recouvrement d'avoirs à la demande des États parties;

11. *Encourage en outre* les États parties à utiliser et à favoriser les canaux de communication informels, en particulier avant de formuler des demandes formelles d'entraide judiciaire, et à désigner notamment à cette fin des fonctionnaires ou des institutions, selon qu'il conviendra, ayant des compétences techniques en matière de coopération internationale relative au recouvrement d'avoirs pour aider leurs homologues à satisfaire à toutes les exigences qui doivent être remplies dans le cadre de l'entraide judiciaire formelle;

12. *Décide* que le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs poursuivra ses travaux pour la conseiller et l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne la restitution du produit de la corruption, et qu'il tiendra au moins deux réunions avant la cinquième session de la Conférence, dans la limite des ressources disponibles;

13. *Prie* le Secrétariat d'aider, dans la limite des ressources disponibles, le Groupe de travail dans l'exécution de ses fonctions, notamment en lui fournissant des services d'interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.